

12 MESURES, À COURT ET MOYEN TERME

A. Reconsidérer les évaluations de fin de scolarité obligatoire, les épreuves du brevet s'intégrant dans la validation du livret personnel de compétences, et comportant une réalisation écrite et orale mettant en jeu plusieurs disciplines et compétences.

B. Inclure dans le baccalauréat plusieurs épreuves sur le modèle des travaux personnels encadrés, afin d'évaluer, dans la perspective de la préparation des études supérieures, des connaissances et des compétences acquises dans différentes disciplines : travailler en groupe et en autonomie, réaliser une présentation orale.

C. Refonder un conseil national qui définit les programmes scolaires en terme d'objectifs nationaux, avec mission aux équipes de les mettre en œuvre selon les contextes locaux.

D. Mettre ces programmes en conformité effective avec la logique du socle commun, en particulier pour la scolarité obligatoire.

E. Élaborer une formation initiale des personnels sur plusieurs années, en allégeant fortement le service des stagiaires et néo-titulaires, avec modalités d'accompagnement renforcées, formation des tuteurs, alternance entre terrains de stage et lieu de formation.

F. Instituer une obligation de formation continue, individuelle et collective, intégrée dans les services, prise en compte dans l'évaluation et le parcours professionnel.

G. Définir le temps de service des enseignants du primaire et du secondaire par demi-journée de présence dans les établissements, incluant une part de temps d'enseignement, une part de missions complémentaires (concertation, tutorat, accompagnement, rencontres avec les parents, les partenaires extérieurs).

H. Faire évoluer l'inspection des enseignants vers une évaluation individuelle et collective, centrée sur les moyens mis en œuvre pour faire progresser les élèves, en particulier les plus en difficulté.

I. Transformer les conseils d'administration et les conseils d'école : élection du président par les membres du conseil, intégration de représentants d'associations locales, pour répartir le pouvoir et prendre davantage en compte le territoire.

J. Donner au conseil pédagogique la responsabilité de la mise en œuvre des priorités pédagogiques du projet d'établissement défini par le conseil d'administration.

K. Ouvrir les locaux des établissements scolaires pour favoriser des activités sociales et culturelles encadrées par des partenaires extérieurs comme la participation des parents à la vie de l'école.

L. Développer les instances, les lieux et les moments permettant l'engagement, la responsabilisation et l'exercice des droits des élèves, par exemple un conseil régulier de la vie de la classe.



CRAP CAHIERS PEDAGOGIQUES

CERCLE DE RECHERCHE ET D'ACTION PÉDAGOGIQUES

Élections 2012 : pour une école plus juste et plus efficace

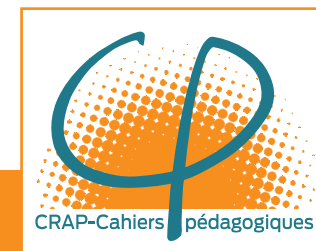
Les propositions qui figurent dans ce document sont issues de nos travaux. Nous avons organisé les 23 et 24 octobre 2011 les troisièmes **assises de la pédagogie** en partenariat avec l'Afev et Éducation & Devenir. Nous y avons diffusé à cette occasion « **12 idées pour 2012** », élaborées en amont dans nos instances. Durant ces assises qui ont rassemblé 200 personnes, des ateliers thématiques ont prolongé notre réflexion pour aboutir à des mesures à mettre en œuvre à court ou moyen terme. Ce sont ces deux éléments que nous vous proposons rassemblés ici. Nous n'avons pas visé l'exhaustivité mais recherché plutôt des mesures emblématiques, susceptibles de faire bouger de façon significative le système. Nous avons privilégié trois axes forts, correspondant aux trois tables rondes de nos assises :

- **les contenus de ce qui est enseigné**, avec le levier essentiel que constituerait une modification des modes d'évaluation et l'ambition du socle commun
- **le métier d'enseignant**, avec le levier fort de la formation, initiale et continue

- **les questions d'équilibre entre autonomie locale et pilotage national**, avec le levier de la responsabilisation et de la prise d'initiatives des équipes des établissements pour la mise en œuvre des objectifs nationaux.

Nous avons commencé à rencontrer les forces politiques qui nous semblent proches de notre conception de l'école. Nous espérons qu'elles porteront une attention particulière à ce que nous proposons et qu'un dialogue pourra s'instituer. Nous voulons explorer avec nos partenaires le champ des possibles pour que l'école se refonde, devienne plus juste et plus efficace.

Rien ne se fera sans une volonté politique forte, à la hauteur des enjeux, qui favorisera la mobilisation et l'engagement des acteurs.



12 IDÉES POUR UNE ÉCOLE PLUS JUSTE ET PLUS EFFICACE

1. FAVORISER LE TRAVAIL D'ÉQUIPE

Pour accompagner efficacement les élèves, le travail d'équipe doit être favorisé, ce qui implique un autre type de service des enseignants, des dispositifs permettant de mutualiser les nouvelles formes d'évaluation ou d'accompagnement. Le travail en équipe permet de croiser les regards sur les élèves, met de la cohérence dans les pratiques et les attitudes, facilite la gestion des cas difficiles, des conflits.

2. CHANGER PROGRESSIVEMENT LE SERVICE DES ENSEIGNANTS

Le métier d'enseignant ne se limite pas à « faire cours ». La notion de service doit être revue, afin d'intégrer les tâches nouvelles dans le secondaire, mais aussi d'établir plus de souplesse dans le primaire (maitres surnuméraires, échanges entre cycles, etc.).

3. MODIFIER RADICALEMENT LES MODES D'ÉVALUATION

L'évaluation ne doit pas être une machine à détruire certains élèves ou à en enfermer d'autres dans un conformisme scolaire qui ne correspond plus aux besoins de la société. Valoriser les réussites et les compétences acquises en dehors de l'école motive et redonne de la confiance en soi. Dans cet esprit les évaluations finales gagneraient à ne pas seulement se faire sur la base d'un écrit académique, mais à être plus diversifiées.

4. PRÉVENIR LE DÉCROCHAGE

150 000 sortis du système scolaire sans diplôme, c'est insupportable. Tout doit être mis en œuvre pour éviter les décrochages scolaires : accompagnement social et scolaire précoce, réflexion sur les conditions de bien-être des élèves favorisant les apprentissages. Il s'agit là d'une priorité.

5. DÉVELOPPER LA RESPONSABILISATION DE TOUS

L'école n'a pas seulement pour mission d'instruire, mais aussi d'éduquer et de socialiser. Ces missions interfèrent entre elles de façon systémique. Pour lutter contre violences et incivilités, il s'agit de substituer des pratiques responsabilisantes à un discours sécuritaire inefficace, en tirant parti des pratiques innovantes (établissements expérimentaux notamment).

6. OUVRIR L'ÉCOLE SUR SON ENVIRONNEMENT

Pour tenir ensemble ses différentes missions, l'école doit tendre à être un élément d'un espace public culturel et éducatif, ouvert à tous, avec un effort de mixité sociale, un lieu laïque d'échanges et de découvertes dans le respect de la liberté de conscience.

7. DÉVELOPPER LE PARTENARIAT LOCALEMENT

L'ouverture de l'école, c'est aussi le partenariat avec des acteurs éducatifs divers : collectivités territoriales, associations, institutions culturelles, scientifiques. Il doit s'inscrire dans un projet d'établissement global et ne pas être un à-côté. Il faut lutter contre la prétention de l'école de vouloir tout résoudre par elle-même et contre toute condescendance vis-à-vis des partenaires.

8. REDONNER DU POIDS AUX MOUVEMENTS D'ÉDUCATION POPULAIRE

Parmi les partenaires, une place particulière est à redonner aux mouvements d'éducation populaire qui n'ont pas pour seule vocation de prévenir le décrochage ou de s'occuper des élèves en grande dif-

ficulté. Ils ont une expérience et une expertise qu'il faut savoir utiliser pour former les enseignants, accompagner les projets.

9. ACCOMPAGNER ET VALORISER L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES DES PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT

Pour être à la hauteur des nouvelles exigences, il faut travailler autrement, changer les épreuves et modalités de recrutement, redonner du poids à la formation continue, abandonner l'évaluation infantilisante de certaines inspections au profit d'une reconnaissance de compétences acquises permettant notamment la mobilité professionnelle. La formation initiale, elle, doit être revue, avec rétablissement de vrais stages, déplacement du concours, épreuves transformées, du temps pour une vraie formation pédagogique.

10. CHANGER L'ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Dans le secondaire comme à l'école primaire, une certaine autonomie est nécessaire, si en même temps subsiste et se développe un pilotage fort pour les grandes orientations et une organisation interne plus démocratique avec une part d'autoévaluation. Il faut développer les outils allant dans ce sens : conseil pédagogique, conseil d'école, etc.

11. DONNER PLUS DE SENS AUX SAVOIRS SCOLAIRES

Le découpage disciplinaire actuel et l'unique référence aux savoirs universitaires ne suffisent pas à intégrer de nouveaux savoirs à enseigner et ne correspondent pas à l'évolution de la société. Pour

que ce qui est enseigné à l'école soit davantage relié aux besoins des futurs citoyens (débat sur les grandes questions existentielles, mise en avant de savoirs pratiques, liens entre les cultures), les programmes, l'organisation du temps scolaire, les modes de travail doivent être mis en relation avec la logique du socle commun : pédagogie de la réussite, définition de priorités, développement de compétences à long terme, donc de l'autonomie des élèves.

12. DÉVELOPPER L'INTERDISCIPLINARITÉ, Y COMPRIS POUR LA CERTIFICATION

Pour donner plus de sens au travail scolaire, il est indispensable de mettre la pédagogie de projet au cœur du système, en développant notamment des dispositifs interdisciplinaires sur le modèle des TPE, des IDD, de l'histoire des Arts. Ceux-ci ne doivent pas être des suppléments d'âme mais une des composantes de la certification finale, ce qui implique une transformation radicale du brevet des collèges en particulier et des examens en général. Ces dispositifs sont des occasions de développer les savoirs et compétences des élèves en décroissant et en croissant les disciplines.